

Avril-Mai-Juin 2023

CELLULE INTERCONSORCIA NIGER-TCHAD: INDICE DE CAPACITÉ DE MISE EN ŒUVRE (ICMO) N°8



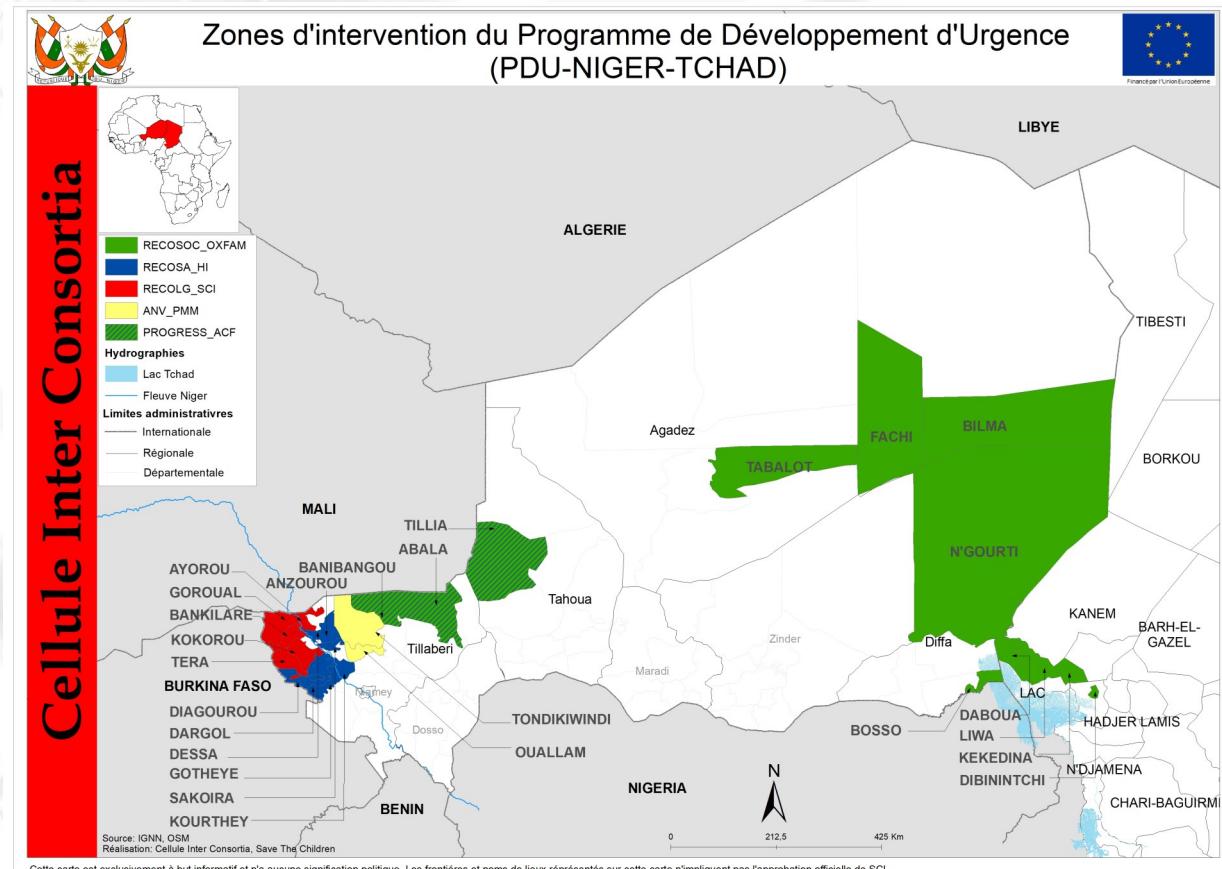


Zones d'intervention du Programme de Développement d'Urgence (PDU-NIGER-TCHAD)



CARTE N°1

Cellule Inter Consortia



5
Consortia

20
ONG

2
Pays

6
régions

26
Communes

48
mois

2020-2024
Année

AVANT PROPOS

L'indice de capacité de mise en œuvre (ICMO) des consortia travaillant dans le cadre du programme de développement d'urgence (PDU), est un outil qui permet de mesurer, périodiquement, le niveau de mise en œuvre des activités dans les zones d'interventions. Elles mêmes caractérisées par un contexte changeant et fragile.

Cet indicateur (ICMO) est apprécié à travers les différents ensembles d'activités mis en œuvre pour atteindre les objectifs visés par les 5 résultats attendus (thématisques) du PDU. Pour rappel, les 5 projets du PDU Niger Tchad mettent en œuvre des activités sous chacune de ces 5 thématiques :

- Protection sociale
- Accès aux services sociaux de base
- Moyens d'existence résilients
- Gouvernance locale
- Prévention des conflits et cohésion sociale

L'objectif est de ce rapport ICMO est d'analyser la capacité des ONG à mettre en œuvre les activités planifiées du 1 juillet au 30 Septembre 2022.



METHODOLOGIE D'APPRECIATION DU NIVEAU DE CAPACITE DE MISE EN ŒUVRE DES CONSORTIA

NIVEAU DE CAPACITE

- █ Niveau 1: Toutes les activités sont conduites normalement sans interruption et contrainte aucune
- █ Niveau 2: une ou plusieurs activités ont été interrompues pour des contraintes extérieures au projet , mais ont été reprises et conduites normalement
- █ Niveau 3: une ou plusieurs activités ont été annulées et ou modifiées mais d'autres activités du même domaine de changement sont exécutées
- █ Niveau 4: Les activités continuent à être mise en œuvre, mais toutes ou plus de 50% des activités du domaine ne sont pas menées dans le/ les villages/communes cibles , plutôt délocalisées
- █ Niveau 5: Il n'est plus possible de dérouler les activités dans ce /ces villages/communes pour des contraintes extérieures au projet

MÉTHODOLOGIE

Pour chacun des thématiques le niveau de capacité de mise en œuvre des projets a été évaluée sur la base du paquet d'activités planifiées et mises en œuvre dans le trimestre. Pour mesurer ce niveau de capacité, chaque consortia répond à une série de questions permettant d'évaluer sur une échelle de 1 à 5, sa capacité de mettre en œuvre les activités planifiées dans les localités où il intervient. Le niveau moyen de capacité de mise en œuvre des projets est calculé en deux étapes et sert de base pour la production du rapport ICMO :

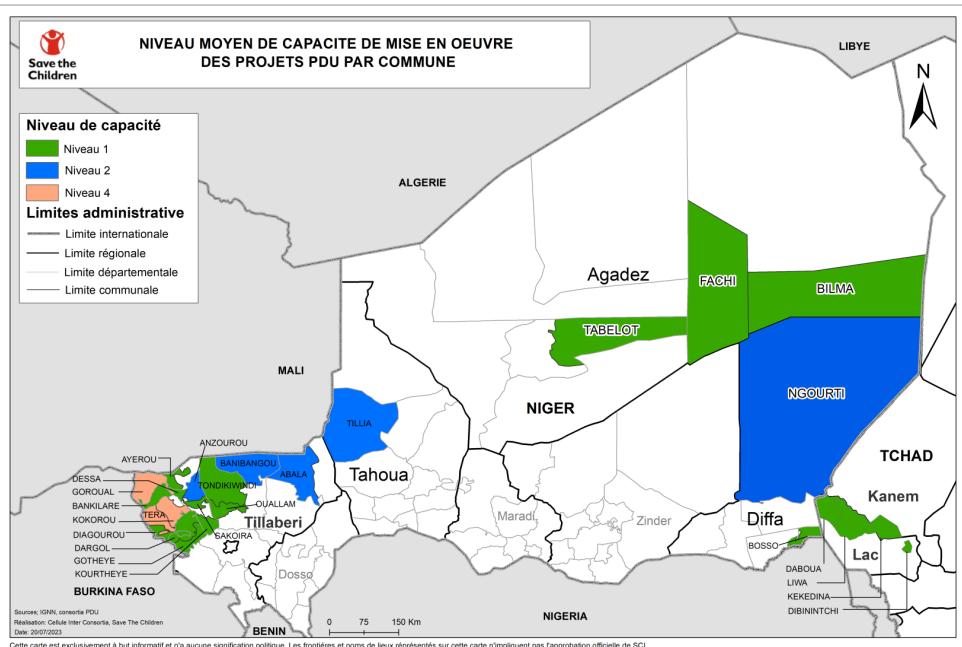
Etape 1:

ICMO moyen par domaine de changement: le niveau moyen ICMO par domaine de changement est déterminé sur la base de l'appréciation de 1 à 5 de l'ICMO par paquet d'activité mise en œuvre du domaine (thématique) concerné, par commune. Il est obtenu en calculant la moyenne l'ICMO des paquets d'activité.

Etape 2:

ICMO moyen par commune : il est calculé à travers la moyenne des moyennes des domaines de changement déjà déterminé à l'étape 1.

ANALYSE GEOGRAPHIQUE DE LA ZONE D'INTERVENTION DU PDU-UE



CARTE N°2

Pour ce 8e rapport, couvrant le 2e trimestre 2023, nous avons mesuré l'Indice de Capacité de Mise en Œuvre (ICMO) dans les 26 communes d'intervention du Programme de Développement d'Urgence (PDU-UE), dont 22 proviennent de 4 régions au Niger (Agadez, Diffa, Tahoua et Tillabery), et 4 appartiennent à 2 provinces du Tchad (Kanem et Lac). La carte N°2 ci-dessus illustre le niveau moyen de capacité de mise en œuvre par commune. Notons par ailleurs, que quatre des cinq consortia (REcosa, RECOLG, PROGRESS et ANV) entament leur dernière année de mise en œuvre avec une réduction progressive de leurs volumes d'activités. L'actualisation de l'ICMO des projets PDU-UE révèle que les activités ont été réalisées sans interruption ni difficulté majeure par les ONG au sein de 18 communes, soit 69 % des communes d'intervention, classées au niveau moyen 1 de capacité de mise en œuvre (CMO) ce trimestre (voir carte ci-dessus, en vert). Cela représente une baisse par rapport aux 77 % du premier trimestre de 2023 (voir figures 1 et 2 ci-dessus). Nous observons ainsi une dégradation globale de la CMO des ONG et de l'accès aux communes par rapport au trimestre précédent. Il y a eu une légère augmentation des interruptions ou des reports d'activités en raison de contraintes extérieures aux projets, passant de 15 % (T1 2023) à 19 % (T2) des communes classées au niveau moyen 2 de CMO des ONG ce trimestre. Le consortium PROGRESS a particulièrement été touché par le report de certaines activités (WASH, ANJE, cohésion sociale, appui à la gouvernance locale/dialogues, etc.) dans ses trois communes d'intervention (Abala, Banibangou, Tillia). Cette dégradation de la CMO des ONG et de l'accès aux communes d'intervention s'illustre principalement par le passage de 12 % des communes au niveau 4 de CMO ce trimestre, contre 8 % des communes au niveau 3 le trimestre précédent et aucune au niveau 4. Les communes du consortium RECOLG, à savoir Kokourou, Goroual et Tera, ont vu leur accès se détériorer, avec plus de 50 % des activités dans les quatre domaines d'intervention (gouvernance, moyens de subsistance résilients, cohésion sociale, santé-nutrition) délocalisées, empêchant ainsi leur mise en œuvre dans les villages ou communes cibles.

Bien que la majorité des activités se soient déroulées conformément à la planification des consortia au cours de ce trimestre, l'interruption plus fréquente de certaines activités et la limitation de l'accès à plusieurs communes d'intervention de la région de Tillabery et de Diffa s'expliquent en grande partie par la situation sécuritaire toujours complexe et précaire au Niger et l'enclavement des communes de Bosso et N'Gourtî, dû à l'impraticabilité des routes pendant cette saison de l'hivernage. Selon les données fournies par ACLED (Armed Conflict Location & Event Data Project), une augmentation de 11 incidents sécuritaires a été enregistrée par rapport au trimestre précédent, totalisant ainsi 82 incidents sécuritaires au cours de ce trimestre (voir Carte N°3 ci-dessous, p5). Il est important de noter que c'est principalement dans la région de Tillabery (Kokourou, Goroual, Dessa, Tera, Bankilare, Anzourou) et dans la région de Diffa (Ngourtî) que la mise en œuvre des activités a été impactée. Plusieurs activités de moyens d'existences, de santé nutrition (accès aux services sociaux de base) et de cohésion sociale ont été soit annulées, soit modifiées et/ou délocalisées au cours du trimestre, par le projet RECOLG (niveau 3 et 4 de CMO), comme détaillé dans l'analyse thématique ci-dessous. Entre avril et juin 2023, les données d'ACLED montrent donc une augmentation des incidents enregistrés dans les zones d'intervention du PDU-UE, qui ont partiellement entravé le bon déroulement des activités. Plus de 82 incidents, dont 61 décès, ont été enregistrés ce trimestre, comparés aux 71 incidents du trimestre précédent (voir Carte n°3). Les types d'incidents recensés par ACLED incluent les attaques, le pillage/destruction de biens, les enlèvements/disparitions forcées, les arrestations, les mouvements de force, les affrontements armés et autres incidents. Comme rapporté par les ONG, la majorité de ces incidents ont été attribués aux groupes armés non étatiques (GANE), qui restent très présents dans les différentes régions et communes du PDU-UE Niger-Tchad (ISS, Boko Haram, GSIM/JNIM). Le plus grand nombre d'incidents signalés par ACLED a été enregistré dans la commune de Goroual (11), suivie de Téra et Bosso (10). Parmi ces incidents, 61 décès ont été recensés, contre 39 le trimestre précédent (ACLED), et c'est la commune de Gotheyé qui a enregistré le plus grand nombre de décès (07) au cours de ce trimestre.

FIGURE 1: Niveau moyen de capacité de mise en œuvre par commune T1 2023

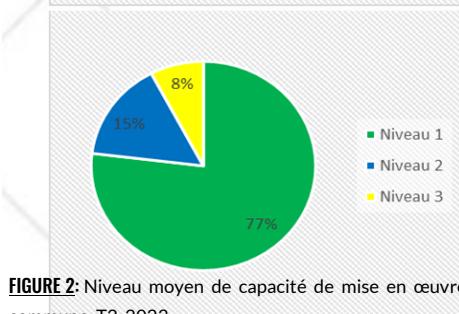
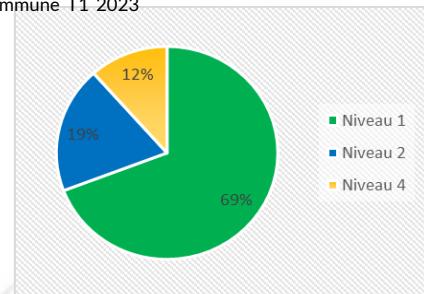
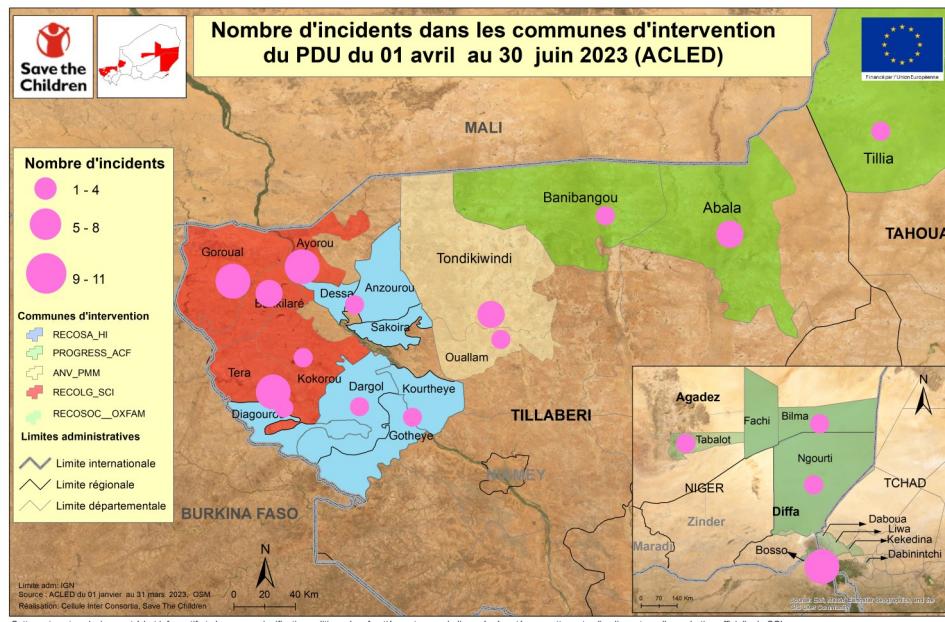


FIGURE 2: Niveau moyen de capacité de mise en œuvre par commune T2, 2023

ANALYSE GEOGRAPHIQUE DE LA ZONE D'INTERVENTION DU PDU-UE



CARTE N°3

La présence continue des Groupes Armés Non Étatiques (GANE) et l'insécurité persistante rapportée par les ONG membres du PDU-UE entraînent des restrictions d'accès supplémentaires dans la zone des trois frontières, en raison des attaques répétées, de la collecte de "Zakat" dans certaines communes, l'absence de couverture réseaux, ainsi que des nombreux enlèvements de civils et vols de bétail, rendant certains villages inaccessibles et provoquant de nombreux déplacements internes de populations dont environ 62.000 personnes déplacées internes¹ en mai 2023 dans les zones du PDU (Départements de : Tillabéri, Tillia,). Ceci impacte aussi de facto la qualité des activités menés du fait de l'impact et la pression sur la population civile et sur les autorités locales. La zone Est et en particulier Diffa ou intervient le RECOSOC reste aussi très impacté par la recrudescence des enlèvements (Bosso) et par l'enclavement de Ngourt. Malgré ces défis sécuritaires, les consortiums et les ONG connaissent bien leurs zones d'interventions et ils ont tout de même pu dérouler leur planification sur le terrain (88 % des communes entre le niveau moyen 1 et 2 ; aucune commune au niveau 5). En partie grâce à une bonne compréhension du contexte et de leurs capacités à mettre en œuvre leurs stratégies d'atténuation des risques et de mitigation. Ces stratégies comprennent notamment une bonne collaboration avec les autorités locales, les services techniques déconcentrés et les habitants, la valorisation des compétences endogènes, ainsi que le suivi à distance des activités.

L'analyse spécifique du contexte sécuritaire par fuseau se présente comme suit :

Le fuseau Centre/Ouest se trouve à la convergence du Mali, du Burkina Faso et du Niger, et constitue le lieu d'intervention de 4 des 5 consortiums du PDU-UE : RECOLG, RECOSA, PROGRESS et ANV. Cette zone d'intervention englobe les régions de Tillabéri et de Tahoua au Niger. Au cours du trimestre, comme précédemment, des incursions continuent GANE ont été observées par les ONG du PDU-UE. Plusieurs incidents tels que des explosions d'engins explosifs improvisés (EEI), la collecte de la Zakat et des menaces ont même augmenté dans les communes du consortium RECOLG et RECOSA. Les ONG ont également signalé des pillages, des incendies dans des écoles (Dargol), des attaques meurtrières, des affrontements armés avec les civils et des problèmes de couverture réseau. Selon les données fournies par ACLED, 82 % des communes du PDU ont été touchées par des incidents sécuritaires dans cette zone au cours de ce trimestre.

Le consortium RECOLG est une fois de plus fortement impacté par les incidents sécuritaires, notamment dans les communes de Goroul et Tera (ACLED). La présence continue des GANE et l'aggravation du contexte sécuritaire se traduisent notamment par le passage de trois de ses communes (Tera, Goroul, Kokourou) au niveau moyen 4 de CMO ce trimestre. Bien que les types d'incidents subis par les bénéficiaires restent similaires (incursions, collectes forcées de la Zakat, attaques, déplacements de populations, etc.), ainsi que la délocalisation des autorités locales de Kokourou menacées par les GANE, l'équipe du consortium RECOLG, basée à Téra, souligne l'impact de la détérioration de l'accès aux villages d'intervention de Téra, Goroul et Kokourou sur le déroulement de l'ensemble des activités surtout la commune de Goroul où l'accès aux villages est difficile voir impossible d'après le consortium. Malgré les efforts déployés par les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) pour contenir cette menace, ces incidents ont entraîné des déplacements de populations et ont eu un impact significatif sur les bénéficiaires du projet. Pour surmonter ces défis, le consortium a dû adopter une stratégie de délocalisation de l'ensemble des activités prévues pour ce trimestre.

¹ : OCHA: Situation des mouvements de populations au Niger au 17 mai 2023

ANALYSE GEOGRAPHIQUE ET SECU DE LA ZONE D'INTERVENTION DU PDU

Plusieurs exemples rapportés par ACLED illustrent la situation, comme l'enlèvement de six personnes, dont le chef du village de Dalafel (Tera, Tillaberi), présumé être l'œuvre de militants affiliés au groupe JNIM, le 5 mai 2023. De même, le 2 mai 2023, des militants présumés appartenant à l'État islamique au Sahel (IS Sahel) ont confisqué du bétail dans le village de Chatoumane (Tera, Tillaberi). Un autre exemple met en évidence la restriction d'accès supplémentaire et ou potentiels rencontrés par les ONG en raison de l'intervention des FDS dans la zone : le 22 juin 2023, les forces militaires ont mené des raids contre des militants présumés de l'IS Sahel à Goutiyena et Kossa (Tera, Tillaberi). Deux militants ont été "neutralisés" (probablement tués), 54 suspects ont été arrêtés, et six motos ont été détruites

Consortium	Principaux défis au cours du trimestre	Solutions / stratégies de mitigations
RECOLG	-Dégradation continue de la situation sécuritaire ; -Achèvement de la mise en œuvre des activités dans le délai suite au retard dans le décaissement de fonds de 2 ONG ; -Mouvement massif des populations	-Profil bas, Plus de vigilance dans le respect des directives/mesures sécuritaires ; -Suivi de proximité de la mise en œuvre des activités par les partenaires et s'assurer du strict respect d la planification ;

La zone d'intervention du projet REcosa connaît une situation similaire à celle du consortium RECOLG. Les membres du consortium ont signalé une série continue d'incidents sécuritaires provoqués par les GANE. Cela inclut des incursions récurrentes, des vols, des pillages, la pose d'EEI à Gotheyé, des enlèvements et assassinats ciblés à Gotheyé et Anzourou, ainsi que des affrontements mortels entre civils et GANE à Dessa et des incendies de salles de classe à Dargol. De plus, l'accès à l'axe Dargol/Gotheyé demeure conditionné par l'information préalable des FDS ainsi que le strict respect des horaires de 7h à 17h. À titre d'exemple, les données d'ACLED indiquent que le 5 mai 2023, des militants présumés du groupe JNIM ont enlevé six personnes, dont le chef du village de Dalafel (Diagourou, Tillaberi). Le 3 juin 2023, des militants présumés de l'État islamique au Sahel (IS Sahel) ont saisi un grand nombre de têtes de bétail dans le village de Tounkoussou (Anzourou, Tillabéri). Le 7 mai 2023, un véhicule de la garde nationale a heurté un engin explosif improvisé, probablement posé par des militants du groupe JNIM, à environ 10 km de la Mine de Samira (Gotheyé, Tillaberi), entraînant la mort de sept gardes nationaux. Face à cette situation contextuelle fragile dans la zone d'intervention du consortium, les activités de santé et de nutrition (Santé et PEC) dans les communes d'Anzourou et Diagourou ont dû être ajustées ou reprogrammées en raison des défis persistants liés à l'accès. De plus, l'absence de couverture réseau dans la zone a également entravé le bon déroulement de ces activités. Cependant, le consortium a su tirer parti de la collaboration avec les relais communautaires et a exploité les opportunités offertes par les jours de marché pour atteindre et mobiliser les bénéficiaires.

Consortium	Principaux défis au cours du trimestre	Solutions / stratégies de mitigations
REcosa	-R1:pas de couverture de réseau téléphonique dans certaines localités pour informer les bénéficiaires des dates de distributions -R2:accès limité à certains centres de santé (Anzourou, Diagourou) pour un suivi de proximité -R3: accès à certaines localités (Dargol) pour le suivi des kits mis en place	- Mobilisation des bénéficiaires via des relais communautaires et via les jours de marchés - Supervision par les équipes cadres des districts sanitaires avec canevas concerté - Suivi à travers les coaches endogènes formés

Le consortium ANV, qui opère dans les communes d'Ouallam et de Tondikiwindi, est aussi confronté à un contexte sécuritaire complexe. Parmi les éléments caractérisant cette situation, on observe des enlèvements et des vols de bétail, ainsi que l'interception de camions transportant des marchandises et des assassinats ciblés au cours de ce deuxième trimestre. ACLED a signalé plusieurs incidents, notamment le 11 juin 2023, où des militants présumés de l'État islamique au Sahel (IS Sahel) ont saisi du bétail dans le village de Koukou Koira, situé à environ 30 km de Mangaize (Tondikiwindi, Tillabery). De plus, le 23 mai 2023, des militants de l'IS Sahel et une patrouille militaire se sont affrontés près du village de Sokone (Ouallam, Tillaberi), entraînant la mort de deux soldats et blessant plusieurs autres. Malgré l'intensification des attaques, le consortium ANV a réussi à mener à bien toutes les activités dans les 5 domaines prévues pour ce trimestre, atteignant un niveau de CMO normalisé (niveau 1).

CONTEXTE SECURITAIRE DE LA ZONE D'INTERVENTION PDU (SUITE)

Consortium	Principaux défis au cours du trimestre	Solutions / stratégies de mitigations
ANV	L'accessibilité en ce temps de pluie et le manque de réseau de téléphonie	Contourner les voies habituelles et profiter du jour de marché de Ouallam pour rencontrer les communautés des villages d'intervention pour partager les informations par rapport aux visites terrain et de la nature des activités à dérouler

Le consortium PROGRESS, qui opère dans les régions de Tillabery (Banibangou et Abala) et de Tahoua (Tillia), a dû faire face à de nombreux incidents sécuritaires en lien avec la présence continue des GANE dans leurs zones d'intervention. Cette situation se caractérise par des incursions de groupes extrémistes violents (GEV) ciblant les populations, entraînant le déplacement de ces dernières vers des zones moins sécurisées. De plus, les GEV effectuent des prélèvements discrets et organisés de la zakat dans les zones reculées selon le consortium. Ce trimestre, ils ont aussi rapporté que les autorités municipales d'Abala ont alerté les usagers de l'axe routier Abala – Filingué des mouvements des GEV aux environs des villages de Tanchiley, Dan banguiro et Talcho. Des leaders communautaires ont signalé des cas d'assassinats des populations civiles et de nouveau déplacements forcés des populations notamment vers la ville de Banibangou. Ces informations relevées par le consortium PROGRESS sont corroborées par ACLED, qui a rapporté divers incidents dans cette zone du programme, tels que l'extorsion de la taxe « zakat » par des militants présumés de l'IS Sahel.

Par exemple, le 6 juillet 2023, près du village d'Eknewane (Tillia, Tahoua), des habitants ont été victimes de cette extorsion. Le 20 juin 2023, ces mêmes militants ont enlevé quatre jeunes garçons dans le village de Chimbarakawane (Abala, Tillaberi), et le 23 mai 2023, ils ont agressé un agriculteur et l'ont chassé de ses terres agricoles à In Aker (Tillia, Tahoua). En dépit de cette situation, les ONG membres de PROGRESS ont su trouver des solutions pour mettre en œuvre toutes leurs activités planifiées au cours du trimestre. Si la plupart des activités comme ANJE , WASH, développement de système de production durable, ont été interrompues ou décalées à cause de ses différents facteurs, elles ont pu être conduites normalement par la suite grâce à leurs ancrages dans les zones d'interventions et à leurs stratégies de mitigations .

Consortium	Principaux défis au cours du trimestre	Solutions / stratégies de mitigations
PROGRESS	<ul style="list-style-type: none"> -Contexte sécuritaire volatile : l'accès aux zones d'intervention du projet à cause des groupes extrémiste violent qui interceptent les véhicules des passants.Ce qui rends difficile l'accès aux bénéficiaires des villages cibles au niveau des chefs lieu des communes aux moments des activités du projet. -Fort besoin de coordination et concertation pour la mobilisation de l'ensemble des acteurs au niveau communautaire -Suivi multisectoriel facilité des bénéficiaires 	<ul style="list-style-type: none"> -Renforcement des capacités des acteurs locaux pour la poursuite des activités au sein des communes ; Implication des membres de la communauté dans la planification des activités et dans le choix des moments opportuns de mise en œuvre. Collaborer avec les PF et autorités pour le suivi des activités -Analyses constantes et programmation flexibles. Adaptation des activités en suivant les protocoles de communication et de sécurité (délocalisation de certaines activités dans les chefs-lieux des communes ou dans des sites plus en sécurité). -Réalisation d'un atelier de concertation avec les autorités de toutes les 3 communes d'intervention de Progress pour que les autorités locales puissent planifier dans les PDC les activités pouvant faciliter l'accès aux services sociaux de base. -Une solution via une carte avec une code bar par ménage (chef de ménage) est appliquée est au Burkina Faso et la méthodologie pourrait être appliquée.

CONTEXTE SECURITAIRE DE LA ZONE D'INTERVENTION PDU (SUITE)

Fuseau Est :

Le fuseau Est comporte la région d'Agadez, Diffa et la province du Kanem et du Lac au Tchad où intervient le consortium RECOSOC. La situation sécuritaire préoccupante continue d'influer sur la mise en œuvre des activités sur le terrain, en particulier celles nécessitant la présence physique des acteurs allogènes, tels que les équipes du projet, les prestataires et les fournisseurs de biens.

Dans la région d'Agadez, la situation sécuritaire reste volatile selon les informations des agents du projet. Les défis liés au transport des équipements et des intrants dans la zone de Kawar, le risque d'embourbement, le manque de couverture réseau dans la majeure partie de la zone d'intervention du projet, les problèmes de disponibilité des partenaires (STD, autorités, bénéficiaires), les explosions d'engins explosifs improvisés (EEI), les risques d'attaque et d'enlèvement, ainsi que le risque d'embourbement constituent quelques-uns des éléments caractérisant le contexte de la zone. Malgré le contexte, toutes les activités ont été menées normalement au niveau 1 grâce à l'expérience acquise par les ONG et aux mesures d'atténuation mises en place.

Dans la région de Diffa et selon les équipes projets, les incidents sécuritaires, en particulier les explosions d'engins explosifs improvisés (EEI) et les enlèvements (10) ont eu un impact significatif sur la mise en œuvre des activités et l'accès aux communes de Bosso et N'gourtî. Ces deux communes ont été classées respectivement au niveau moyen 2 et 1 de la Capacité de Mise en Œuvre (CMO) durant ce trimestre. La présence d'EEI crée toujours une atmosphère de peur et d'insécurité parmi les acteurs du projet en mission, ainsi que la recrudescence du nombre d'enlèvements à Diffa. De plus, l'indisponibilité de certaines autorités locales et des services techniques déconcentrés (STD), ainsi que la faible couverture du réseau téléphonique, ont rendu la communication avec les communautés et la mise en œuvre des activités très difficiles, en particulier dans la commune de N'gourtî, comme lors du trimestre précédent.

Les rapports d'ACLED font aussi état de plusieurs incidents tels que des attaques, des pillages et des enlèvements dans la zone du projet. Par exemple, le 14 juin 2023, des militants de Boko Haram (JAS) ont tué six personnes dans le village de Boulai (Bosso, Diffa). Les victimes faisaient partie d'un groupe de vingt femmes enlevées au sud de Gashigar au Nigéria, qui avaient refusé d'être emmenées sur les îles du lac Tchad.

Le 28 mai 2023, des militants présumés de Boko Haram (JAS) ont enlevé trente jeunes filles qui ramassaient des feuilles de palmier au lac Tiya, à environ 15 km à l'ouest de Bosso (Bosso, Diffa).

Malgré ces défis, des signes de consolidation de la paix émergent grâce aux efforts déployés par les autorités pour la reddition et le dépôt des armes des combattants. Par exemple, le 9 juin 2023, deux combattants nigérians de l'ISWAP se sont rendus aux autorités à Bosso (Bosso, Diffa), selon ACLED.

Au Tchad, dans les provinces du Lac et du Kanem, les cas de violences récurrentes, d'assassinats au cœur de Daboua et de ses environs, ainsi que les enlèvements à la frontière avec le Niger, ont entraîné des restrictions de mouvement en raison des couvre-feux imposés par les autorités. Cependant, malgré ces défis, les activités planifiées ont été menées normalement au niveau 1 dans toutes les communes d'intervention, grâce aux mesures d'atténuation mises en place par les agents du projet.

Consortium	Principaux défis au cours du trimestre	Solutions / stratégies de mitigations
RECOSOC	<ul style="list-style-type: none">-Situation sécuritaire toujours volatile dans la zone de Bosso ;-R2: Retard du prestataire dans la mise en œuvre des travaux d'aménagement des sites de Bilma et Fachi & manque d'agent de l'agriculture dans la zone de N'Gourtî pour le suivi-formatif des productrices des cultures maraîchères.-R3: Le temps d'acheminement et le coût élevé de transport des intrants pour les stocks de Bilma et Fachi entraînant des ruptures de disponibilitéDéplacement et communication difficile à cause de l'impraticabilité des routesRestriction des mouvements à cause des couvre-feux imposés par les autorités.	<ul style="list-style-type: none">-Respect des mesures de sécurité de la zone (mise en place de points focaux, évaluation constantes des risques, prévoir plusieurs activités pour une même mission).-Interpellation du prestataire en présence des autorités locales (STD/GR, le préfet, les chefs de Canton et les Maires) & mobilisation du Régional de l'Agriculture pour le suivi-formatif.-Anticipation dans le lancement des commandes de reconstitution des stocks- Prendre assez de temps pour les missions ; prévoir plusieurs activités pour une même mission.- Respect des règles sécuritaires ; travail à distance (mise en place des points focaux).- Evaluations constantes de risques et le respect des mesures imposées par les autorités de la place.

ANALYSE PAR THÉMATIQUES

Malgré un contexte préoccupant, les consortia continuent de démontrer une solide capacité (niveau 1 et 2 combinés) à mettre en œuvre les activités des cinq thématiques du PDU-UE sur le terrain. Il est à noter que les activités de protection sociale ont été complètement finalisées l'année précédente par le consortium RECOLG. Dans cette même optique, étant donné que quatre des cinq consortia (RECOSA, RECOLG, PROGRESS et ANV) entament leur dernière année de mise en œuvre, **on observe une réduction progressive du volume d'activités**. Cette évolution laisse davantage de place aux initiatives de promotion de la gouvernance locale, de cohésion sociale et de prévention des conflits, qui ont dû faire face à des retards dans leur mise en œuvre en raison de l'insécurité et du contexte volatil. Un accent particulier est également mis sur le suivi des activités achevées, le renforcement des capacités des acteurs locaux, ainsi que la consolidation et la pérennisation des acquis ce trimestre.

Dans ce contexte, toutes les activités associées aux différentes thématiques ont été déployées sans difficultés majeures dans 69% des communes. Il est à noter que plusieurs activités ont été délocalisées (niveau 4) dans le but d'assurer une mise en œuvre plus efficace. Comparativement au trimestre précédent, on observe **une légère amélioration dans la réalisation (CMO) des activités liées à la gouvernance locale, à la prévention des conflits et à la cohésion sociale** (voir le tableau récapitulatif du niveau moyen ICMO par thématique ci-dessous). Les progrès actuels reflètent l'engagement continu des consortia face aux défis sécuritaires. Leur capacité à maintenir leurs efforts en dépit des contraintes souligne leur engagement à répondre aux besoins des populations au sein des communes du PDU-UE. Cette aptitude à s'adapter et à exécuter efficacement les activités témoigne de leur engagement envers la réalisation des objectifs du PDU-UE.



PROPORTION DES COMMUNES PAR ICMO MOYEN ET PAR THEMATIQUE					
Thematique	Nombre de communes concernées par la mise en œuvre	Niveau ICMO moyen			
		N1	N2	N3	N4
Protection sociale	13	100 %			
Accès aux SSB et nutrition	26	69%	19%		14%
Moyens d'existence résilients	24	93%	4%		13%
Gouvernance	15	63%	16%	3%	16%
Cohésion sociale et prévention des conflits	20	70%	15%		15%

FIGURE 3 : Niveau moyen de capacité de mise en œuvre des activités : T1 2023

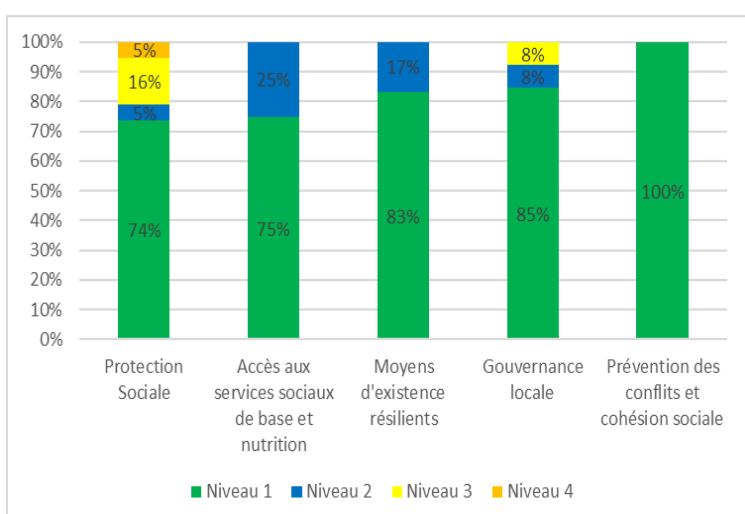
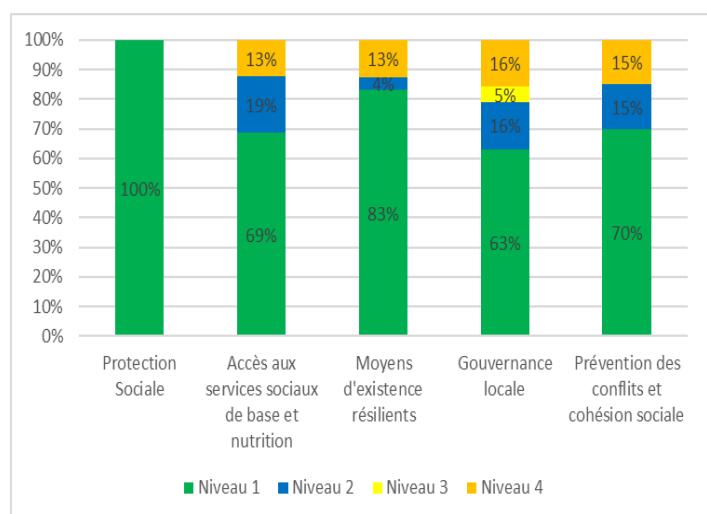


FIGURE 4 : Niveau moyen de capacité de mise en œuvre des activités : T2 2023



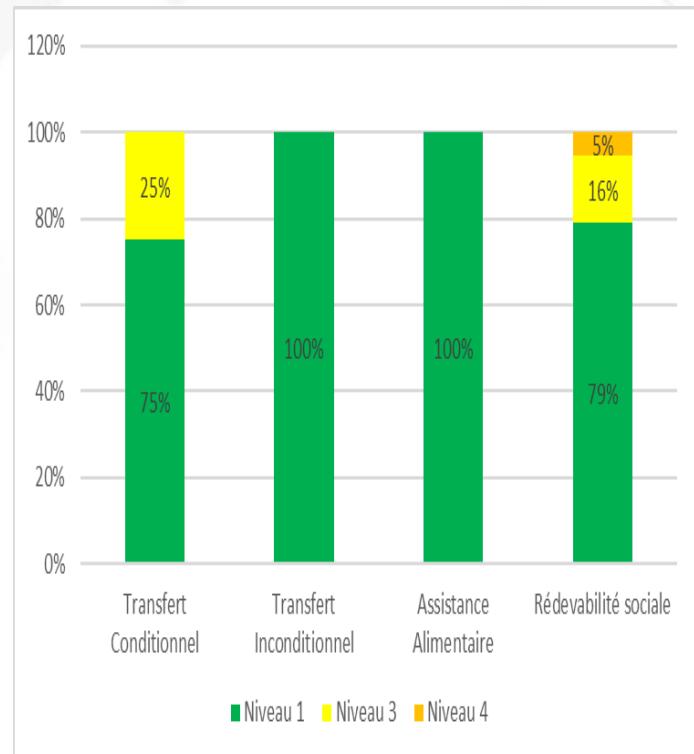
DOMAINE 1: PROTECTION SOCIALE

Au cours du trimestre, quatre des cinq consortia ont réalisé les activités du domaine de la protection sociale dans 14 communes. Celles-ci ont principalement impliqué des transferts monétaires conditionnels (CFW, CFL) et inconditionnels (Tabelot) pendant la période de soudure, visant à renforcer la sécurité alimentaire des ménages très pauvres. De plus, la mise en place et le suivi des stocks de proximité à Bilma et Fatchi ont permis à 319 ménages vulnérables/TP d'accéder aux produits des banques céréalières. Globalement, les quatre consortia ont démontré une solide capacité de mise en œuvre avec un ICMO de niveau 1 pour l'ensemble des activités de protection sociale menées durant le trimestre, comme indiqué dans la Figure 4. Les activités de protection sociale ont été menées à terme dans toutes les communes du projet RECOLG et dans certaines communes du projet RECOSOC, telles que Daboua, Liwa, Kekedina, Bosso et Ngourtî (voir carte N° 4 et Figure N°4).

NIVEAU MOYEN DE MISE EN ŒUVRE PAR ACTIVITÉS

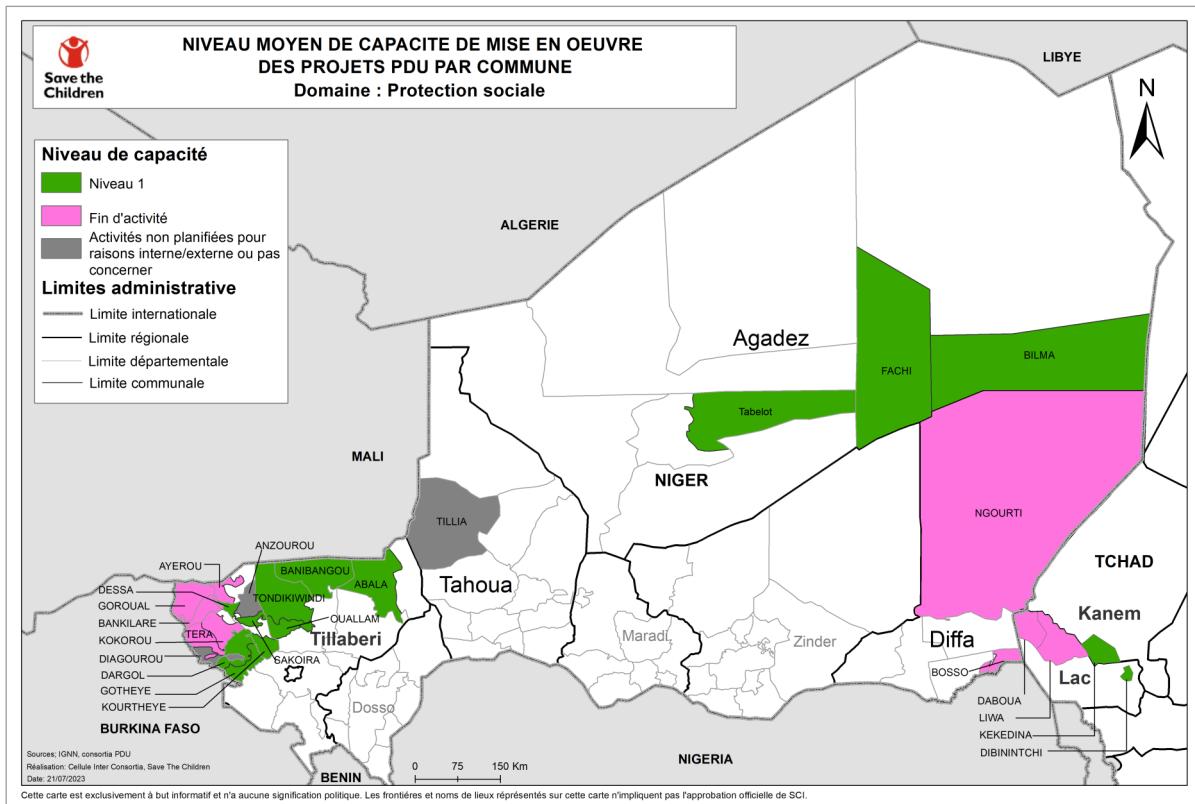


Source: Leads PDU Niger Tchad



La mise en œuvre des activités du domaine de la protection sociale s'est déroulée sans rencontrer de contrainte majeure pour l'ensemble des activités planifiées par les quatre consortiums, grâce aux mesures d'atténuation mises en place sur le terrain. À cet égard, l'indice de capacité de mise en œuvre (ICMO) pour la protection sociale est passé de 76% au niveau moyen 1 au premier trimestre 2023 à 100% au niveau moyen 1 au deuxième trimestre 2023, ce qui représente une augmentation de 24%.

CARTE N°4

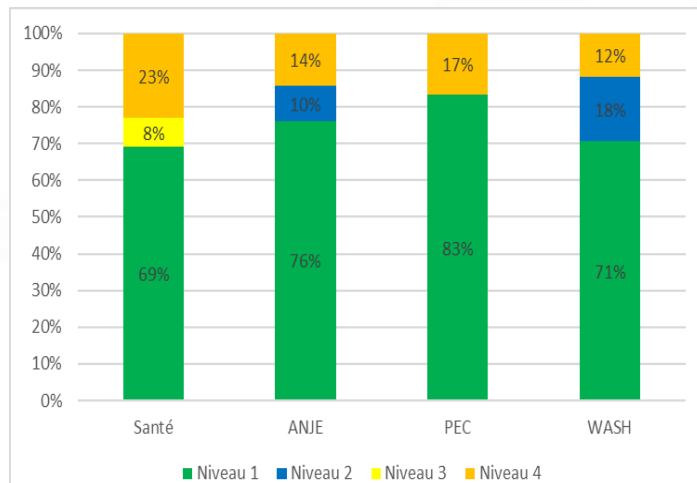


DOMAINE 2 : ACCÈS AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE ET NUTRITION

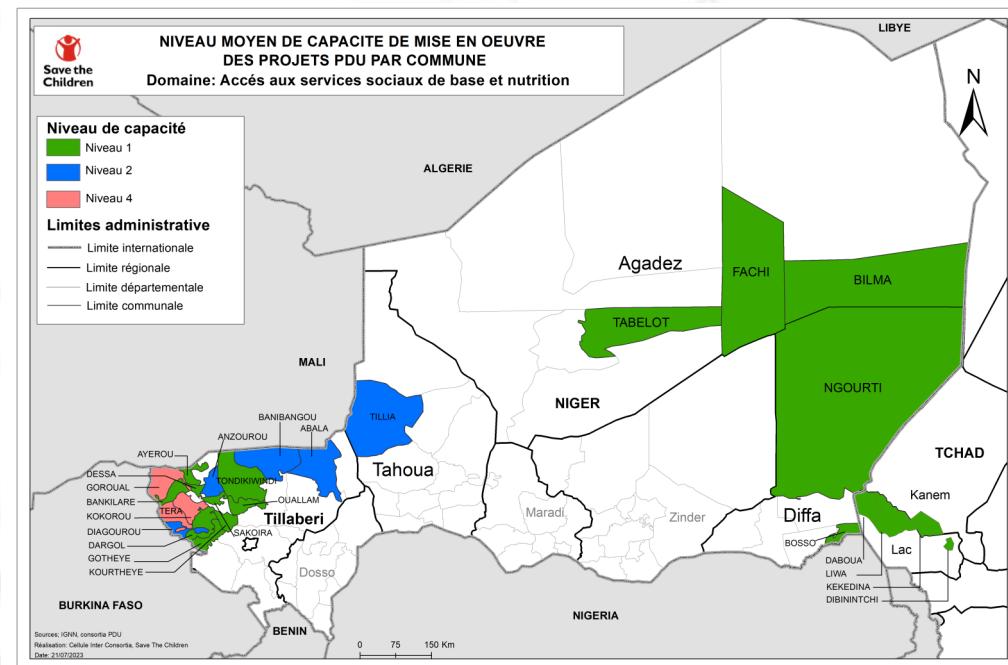
NIVEAU MOYEN DE MISE EN ŒUVRE PAR ACTIVITÉS

Source: Lead PDU Niger Tchad

Au cours du trimestre, les 5 consortiums ont mis en œuvre les activités du domaine accès aux services sociaux de base et nutrition dans toutes les 26 communes du PDU-UE, mais pas l'intégralité des activités du paquet (100% des communes par rapport au trimestre précédent 76%). Les activités planifiées pour cette période ont atteint un niveau moyen 1 d'ICMO dans plus de 69% des communes, comparativement à 85% au trimestre précédent. Cette diminution s'explique par quelques ralentissements dans la mise en œuvre des activités et la délocalisation de certaines d'entre elles dans certaines communes (Voir carte N°5).



Par ailleurs, la situation sécuritaire a engendré des répercussions sur les activités, se traduisant par des reports dans 19% des communes d'intervention (niveau 2). De plus, certaines activités ont été délocalisées vers des communes ou des villages proches des voies goudronnées. Cela s'est appliqué notamment aux activités telles que ANJE, SANTE, WASH et PEC pour les communes du projet RECOLG, ainsi que pour RECOSA. À titre d'exemple, l'espace de stimulation, qui était originellement prévu d'être établi dans le chef-lieu de la commune de Diagourou, a été transféré dans la commune de Tera. En conséquence, les patients se déplacent désormais vers Téra pour recevoir leur prise en charge . Effectivement, les activités menées dans les communes du projet PROGRESS ont aussi été sujettes à des ralentissements, en particulier en ce qui concerne les activités ANJE et WASH, comme l'a indiqué le consortium. Plus spécifiquement, les activités de sensibilisation en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) connaissent actuellement un ralentissement en raison de la fin du contrat des agents du partenaire Adkoul. Malgré cela, les agents de santé demeurent engagés à promouvoir les pratiques d'hygiène au sein de leurs établissements de santé. Malgré ces défis, les agents de santé ainsi que les relais communautaires, formés et accompagnés par les consortia, continuent de faciliter la mise en œuvre des activités dans certaines communes difficiles d'accès, comme Anzourou et Diagourou. Dans ces endroits les plus reculés ou difficiles d'accès, des centres de santé ont été équipés de kits d'hygiène, et des campagnes de sensibilisation ont été menées dans presque toutes les communes du projet RECOSA ainsi que RECOLG, notamment dans les communes de Daboua et Kekedina au Tchad. Par ailleurs, il est à noter qu'à Bilma, les enfants identifiés comme souffrant de malnutrition aiguë modérée (MAM) reçoivent des bouillies nutritionnelles pendant leur séjour au sein des FARNS. De plus, les capacités des mamans lumières, qui jouent un rôle actif dans les FARNS, ont été renforcées en matière de vie associative.



DOMAINE 3 : MOYEN D'EXISTENCE ET RÉSILIENCE

NIVEAU MOYEN DE MISE EN ŒUVRE PAR ACTIVITÉS

FIGURE 6

Source: Leads PDU Niger Tchad

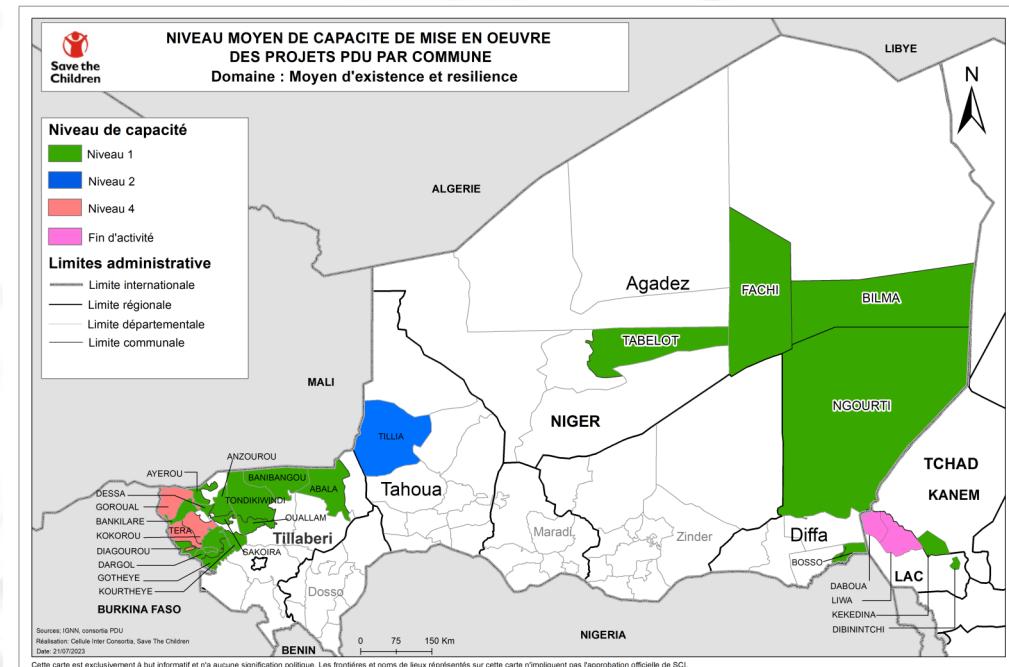
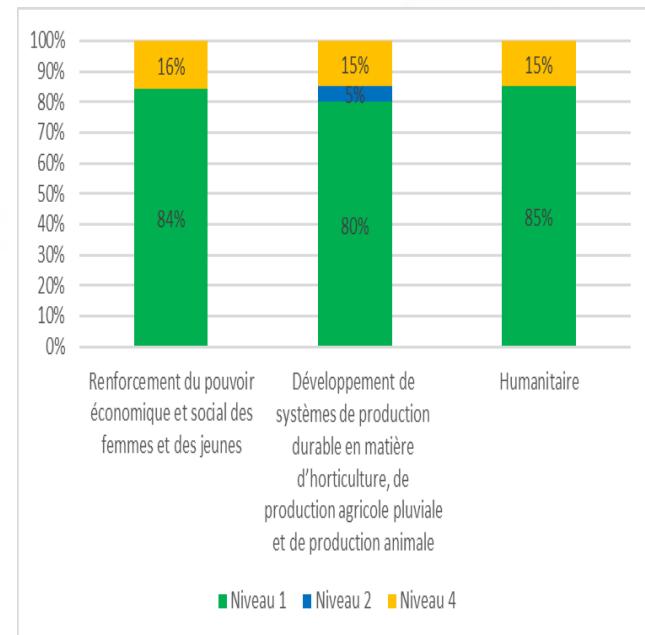
Au cours du deuxième trimestre, un accomplissement notable est observé avec la finalisation des activités visant à renforcer les moyens de subsistance des ménages très pauvres dans 24 des 26 communes d'intervention par les cinq consortia. Ces activités englobent principalement le soutien aux activités génératrices de revenus (AGR) et à l'emploi pour les femmes et les jeunes, ainsi que la promotion et le développement de techniques agroécologiques et de production animale. Cependant, malgré ces réalisations, quelques perturbations constatées dans la mise en œuvre de certaines activités ont conduit le projet RECOLG à délocaliser toutes les activités planifiées principalement au niveau de la commune de Téra, touchant ainsi 13% des communes (niveau 4). Par ailleurs, on observe une augmentation de la capacité de mise en œuvre des consortia dans plus de 83% des communes, en hausse par rapport au trimestre précédent qui était à 73% (niveau 1). Cette amélioration est attribuée à la meilleure gestion de la situation sécuritaire et la mise en œuvre des mesures de mitigation citées plus haut, par les agents du projet.

Dans ce paquet d'activités, plusieurs d'entre elles ont été conclues (voir carte 6). Malgré les défis sécuritaires, les activités planifiées ont été menées à bien dans la plupart des communes (83% de niveau 1).

Les réalisations comprennent :

- ⇒ La formation sur diverses thématiques telles que la vie associative, la gestion financière, les techniques de négociation et la fourniture de kits de démarrage.
- ⇒ Le suivi des activités à Abala, le suivi des Activités Génératrices de Revenus (AGR) et des Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit (AVEC) à Kourtheye, dirigés par des coachs locaux sans difficulté.
- ⇒ La formation sur les itinéraires techniques de cultures à Sakoira, et le ciblage des groupements pour le soutien aux AGR de groupe à Bilma et Fachi.
- ⇒ Le suivi de la vaccination des petits ruminants, la formation des membres de SCAP RU dans le cadre du suivi de la vulnérabilité, ainsi que la culture pluviale à Kékédina au Tchad, se sont également déroulées de manière normale.

Certaines activités ont été déplacées vers d'autres communes ou villages afin de les mettre en œuvre dans toutes les communes du projet RECOLG. À noter que bien que certaines activités de développement de systèmes de production durable en matière d'horticulture, de production agricole pluviale et de production animale aient été initialement reportées, elles ont finalement été reprises et réalisées ultérieurement par les agents du projet PROGRESS dans la commune d'Abala.



CARTE N°6

DOMAINE 4 : GOUVERNANCE LOCALE

NIVEAU MOYEN DE MISE EN ŒUVRE PAR ACTIVITÉS

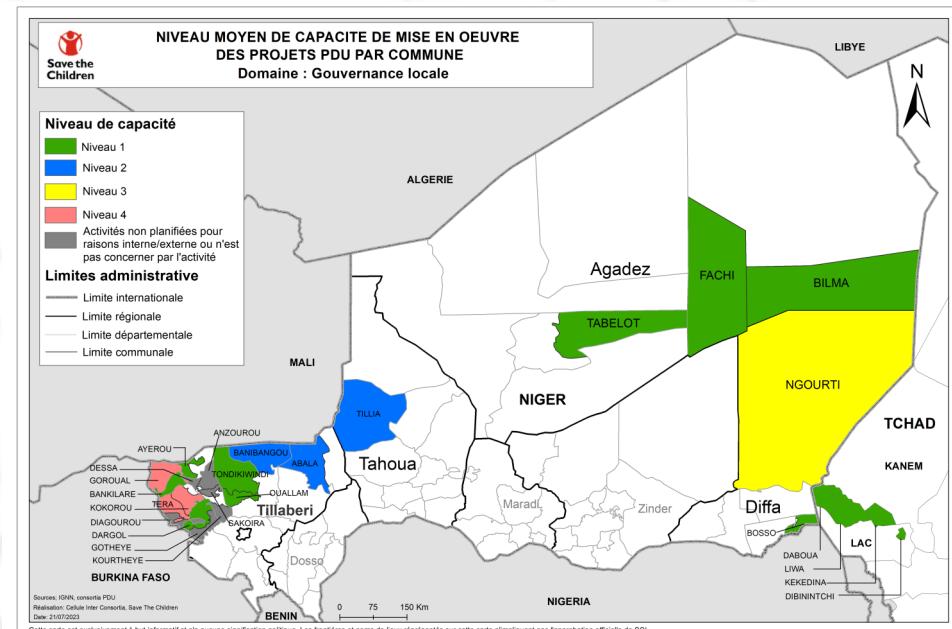
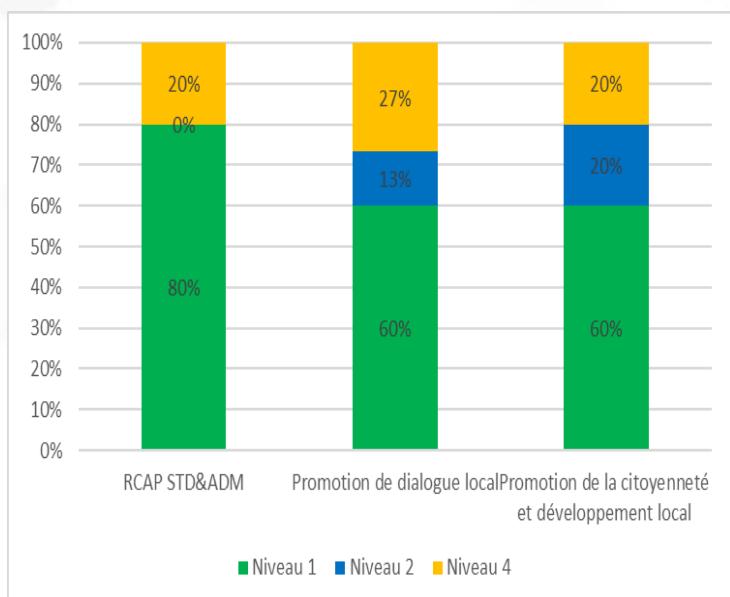
Source : Leads PDU Niger Tchad

Dans ce domaine, les activités ont été menées dans 20 des 26 communes bénéficiaires du programme PDU-UE. Au cours de ce trimestre, tous les projets ont prévu des activités dans ce domaine dans au moins une de ces communes (voir carte 7). Les activités principales réalisées dans le domaine de la gouvernance locale comprennent le renforcement des capacités des autorités locales dans les communes accessibles, la tenue de forums de dialogue entre les autorités locales et les communautés, ainsi que le développement d'initiatives locales visant à rapprocher les communautés et les autorités locales. Ces activités ont été menées de manière régulière dans 65% des communes.

Au cours du deuxième trimestre, les activités liées à la gouvernance locale ont été étendues à 20 communes d'intervention, contre 13 au trimestre précédent. La mise en œuvre de ces activités s'est avérée réussie, avec un niveau moyen de capacité de mise en œuvre considéré comme acceptable par les consortia. Environ 65% des communes ont atteint un niveau 1 de Capacité de Mise en Œuvre (CMO), tandis que 15% ont atteint un niveau 2 de CMO parmi les communes couvertes par ces activités au cours de ce trimestre.

Cependant, il est à noter que la situation sécuritaire prévalente rend de plus en plus complexe la mobilisation des communautés et des élus locaux, en particulier dans certaines régions. Cette situation a eu pour conséquence la nécessité pour le projet RECOLG de délocaliser certaines activités, notamment RCAP, les interventions auprès des Services Techniques Déconcentrés (STD) et des autorités administratives, ainsi que la promotion de la citoyenneté et du développement local. Dans ces zones, les consortia ont dû collaborer avec les autorités en dehors des communes ciblées (voir figure 7). Néanmoins, dans les zones accessibles des initiatives ont été mises en œuvre au cours du trimestre. Par exemple, des plans d'action issus des Espaces de Participation de la Vie Communautaire (EPVC) ont été réalisés à Dargol. De plus, des actions de suivi des autorités et STD ont été entreprises sur les sites maraîchers en cours d'aménagement à Bilma. Dans le cadre du renforcement de la cohésion sociale et de la promotion du dialogue local, un match de football inter-jeunes a été organisé à Bilma, avec la participation de 111 personnes, dont 100 jeunes hommes, 10 hommes et 1 femme. Toujours à Bilma, des efforts ont été déployés pour faciliter l'accès à la documentation civile pour les enfants enregistrés. Par ailleurs, la diffusion de 48 messages de sensibilisation a eu lieu sur les radios communautaires, avec la réalisation de 18 émissions radiophoniques à Tabelot.

FIGURE 7:



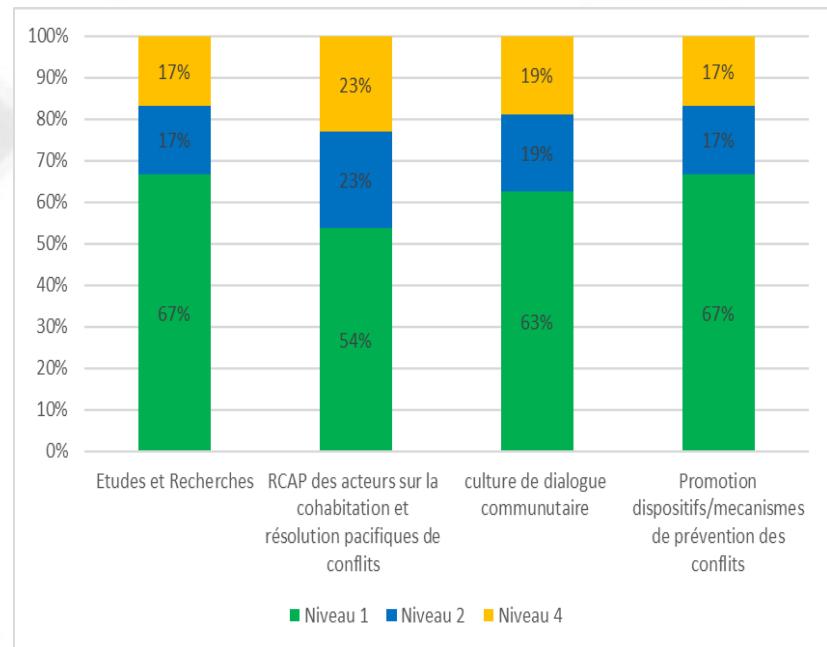
DOMAINE 5 : PRÉVENTION DES CONFLITS ET COHÉSION SOCIALE

NIVEAU MOYEN DE MISE EN ŒUVRE PAR ACTIVITÉS

Source: Leads PDU Niger Tchad

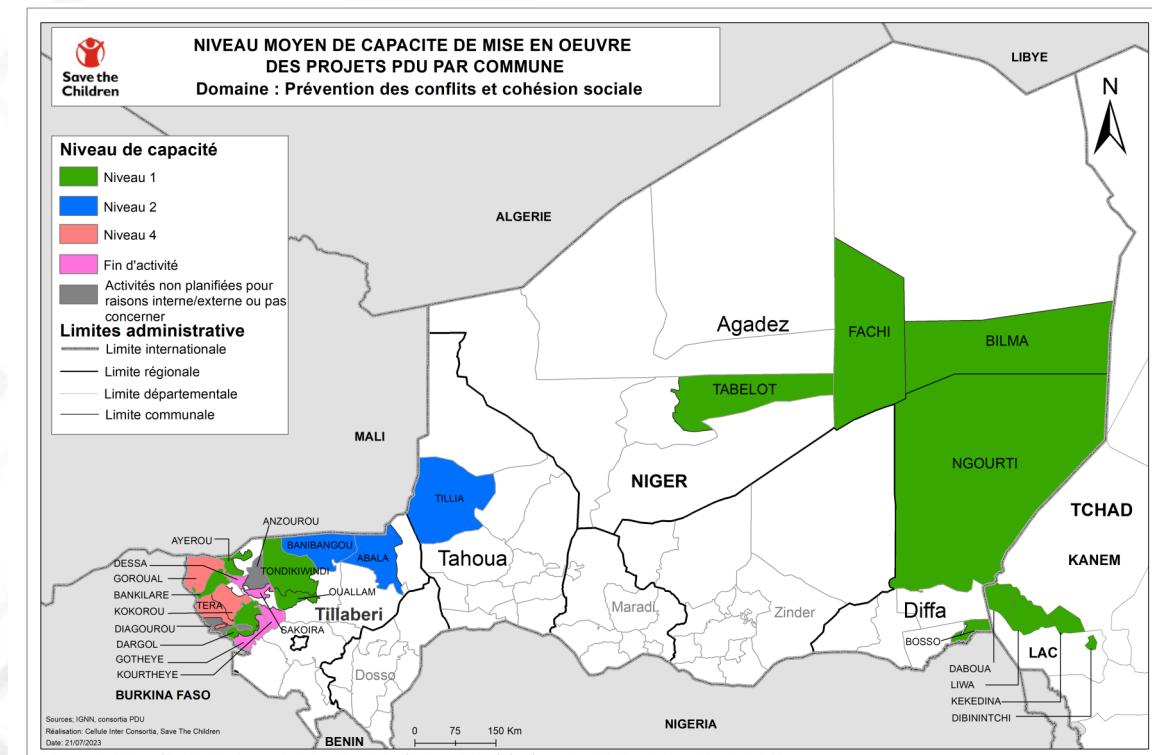
Au cours de ce trimestre, les activités de prévention des conflits et de cohésion sociale ont été confrontées à des défis liés à l'insécurité dans la zone des trois frontières, tout comme le domaine de la gouvernance locale. Néanmoins, malgré ces difficultés, 73% (19) des communes d'intervention du PDU-UE ont réussi à mener à bien les activités prévues dans ce domaine. Pour évaluer leur niveau de réalisation, les communes touchées ont été classées en deux catégories : 74% d'entre elles ont atteint le niveau moyen 1 de l'Indice de Capacité de Mise en Œuvre (ICMO), tandis que 16% ont atteint le niveau 2 (voir carte N°8).

FIGURE 8 :



Un exemple concret dans le cadre du projet RECOSA est que les activités de prévention des conflits et de cohésion sociale ont été mises en œuvre uniquement dans la commune de Dargol (voir carte N°8). Ceci met en évidence la nécessité continue d'adapter les approches pour assurer le succès des activités dans l'ensemble des communes du projet.

Ces adaptations ont permis aux consortiums de réaliser un ensemble significatif d'activités au cours du trimestre. Parmi celles-ci, on peut citer la formation des COFOS, ainsi que l'animation des espaces de dialogue à Dargol. Il y a également eu la mise en place d'un cycle de dialogue entre Personnes Déplacées Internes (PDI) et hôtes, des études de cas sur la gestion pacifique des conflits à Kekedina et Daouba au Tchad, le renforcement des capacités des cadres de concertation et la dotation en matériel à Liwa au Tchad. De plus, des initiatives de cohésion sociale ont été identifiées et soutenues, notamment par la formation des membres du comité de gestion des plaintes à Fachi. À Bosso, une formation/recyclage a été dispensée à 34 membres des cadres de concertation, dont 8 femmes et 26 hommes, portant sur la gestion non violente des conflits, les techniques de médiation et la planification.

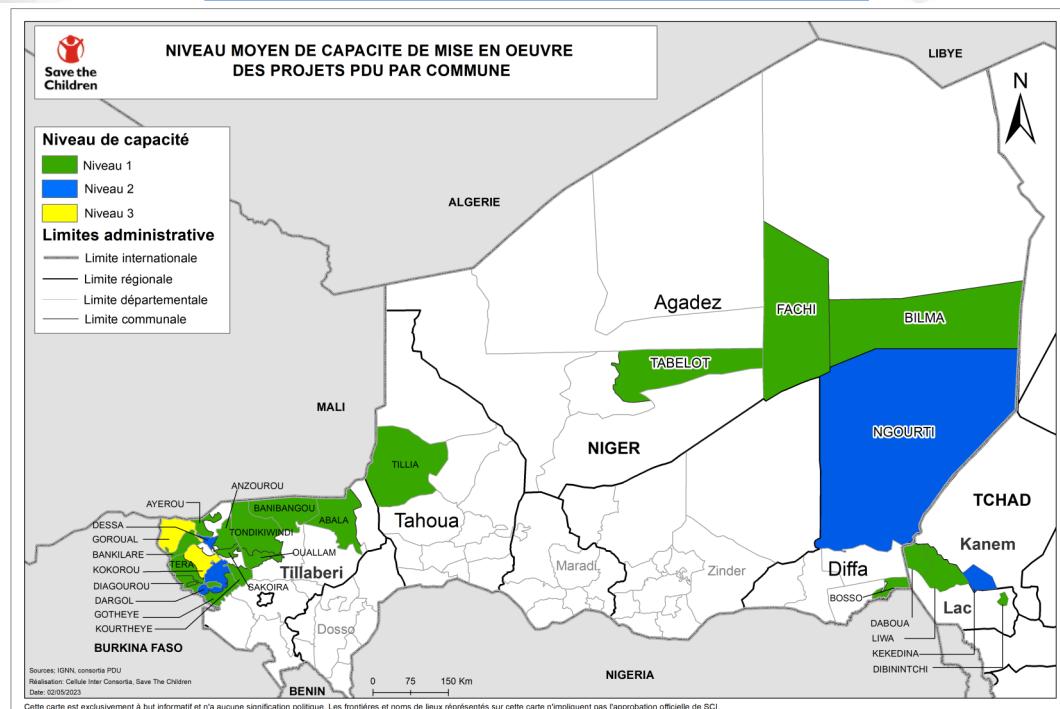


CARTES COMPARATIVES 1

Les consortia parviennent à avancer dans leurs efforts visant à atteindre les objectifs du programme de développement d'urgence. Une analyse des chiffres globaux révèle une aptitude croissante à déployer les activités dans certaines communes. Grâce à l'engagement des acteurs locaux tels que les agents de santé et les relais communautaires, les activités prévues ont été réalisées avec succès. Un exemple intéressant est la commune de Dargol, qui était classée au niveau 2 lors du trimestre précédent, mais qui est revenue au niveau 1 ce trimestre, de même que la commune de Kekedina au Tchad. De même, certaines communes du projet RECOLG ont progressé du niveau 3 au niveau 4, comme Goroual et Kokorou, tandis que les communes du projet PROGRESS sont passées du niveau 1 au niveau 2 ce trimestre. Au cours du deuxième trimestre de l'année 2023, 77% des communes étaient au niveau 1 et 15% au niveau 2, tandis que ces chiffres sont devenus respectivement 65% et 19% pour ce trimestre. Les régions d'Agadez et de Tahoua ont réussi à mettre en œuvre normalement les activités planifiées (niveau 1 et 2).

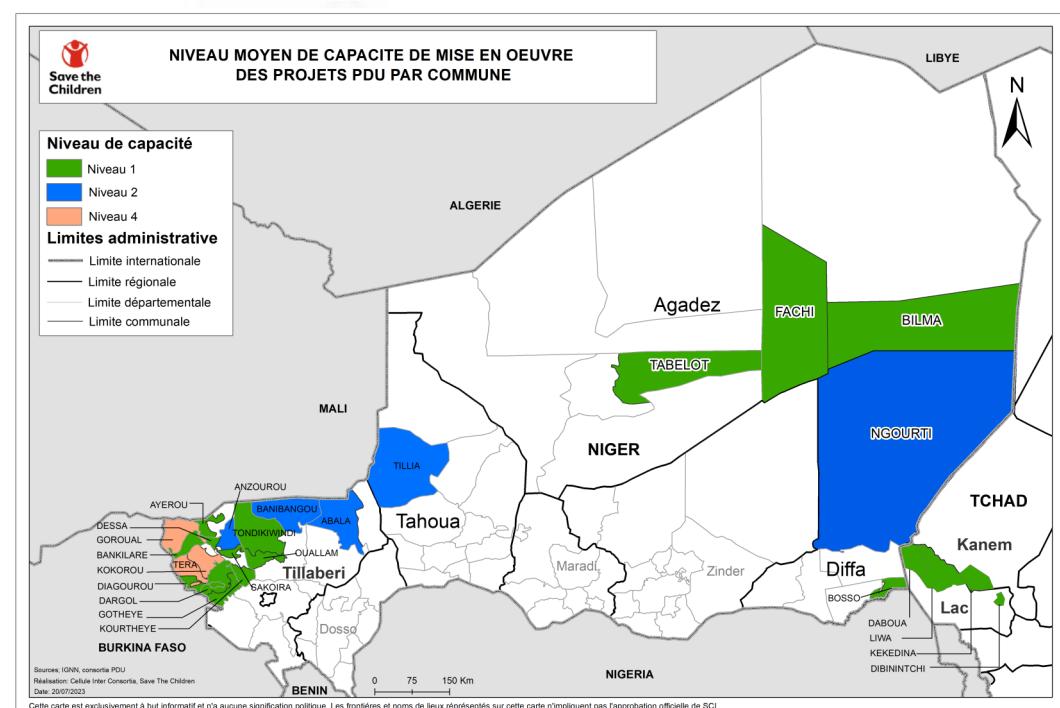
Ces données suggèrent une amélioration globale de la capacité de mise en œuvre des activités, avec des ajustements et des progrès notables dans certaines communes. Malgré les contraintes et les difficultés rencontrées, les consortia parviennent à progresser dans leurs efforts visant à atteindre les objectifs du programme de développement d'urgence, ce qui est encourageant.

PREMIER TRIMESTRE 2023



CARTE N°9

DEUXIEME TRIMESTRE 2023



CARTE N°10



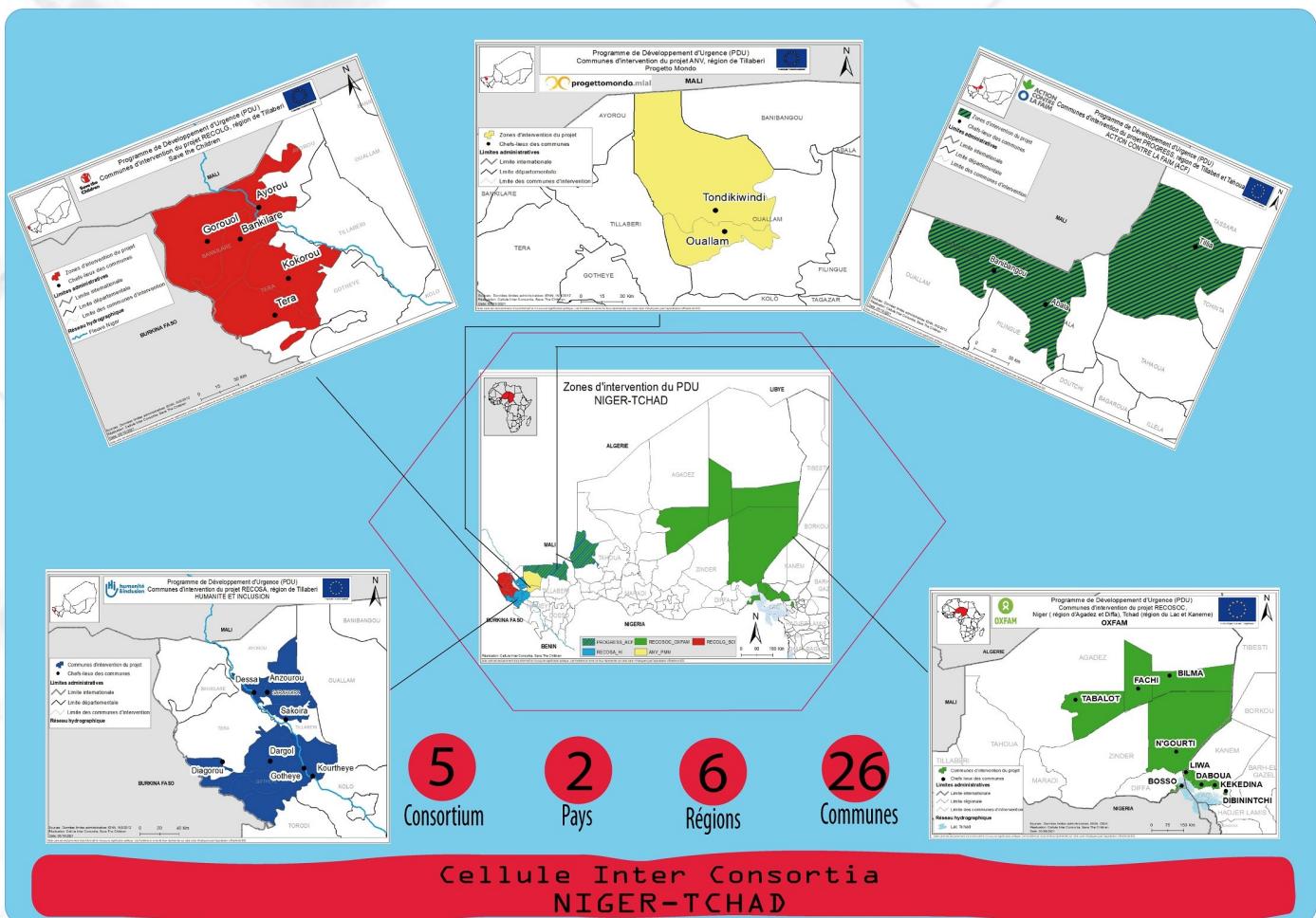
CELLULE INTERCONSORTIA PDU

NIGER-TCHAD

Ed: Août 2023



Financé par l'Union Européenne



« Le présent document a été élaboré avec l'aide financière de l'Union européenne.

Les opinions qui y sont exprimées ne doivent en aucun cas être considérées
comme reflétant la position officielle de l'Union européenne. »